

**Point 01bis** : Vœu métropolitain – crise énergétique

**Intervention: Eric COUVEZ (St Herblain)**

Madame la présidente, chers collègues,

En cette rentrée des millions de concitoyennes et concitoyens affrontent d'immenses difficultés face à la hausse des prix - parmi lesquels les prix de l'énergie, dont la facture a augmenté de 50 % en un an. Au-delà de la crise en Ukraine présentée comme la principale cause de l'envolée des prix, nous subissons aussi et surtout les conséquences de la libéralisation du marché de l'énergie depuis 2007 qui, rappelez-vous, devait faire baisser les prix, accompagnée de l'aberrante indexation du prix de l'électricité sur les cours du gaz. Certaines collectivités voient leur facture d'électricité multipliée par 4, 5 voire 6 aujourd'hui.

Ce sont les conséquences de la loi NOME, qui contraint les grandes collectivités à sortir des tarifs régulés, et cela va à l'encontre des intérêts des populations. N'oublions pas non plus toutes ces années de sous-investissement dans les outils de production d'électricité nucléaire ou dans les reconversions des centrales thermiques, alors que des projets sérieux existent, à Cordemais par exemple. Ces sous-investissements obligent aujourd'hui à la fermeture prolongée de la moitié de nos réacteurs, et nous conduisent de fait à importer de l'électricité carbonée produite notamment dans les centrales à charbon allemandes.

Enfin, hier, Madame la Première Ministre nous présentait en grande pompe un plan de sobriété incitatif et, avouons-le, ce plan n'invente pas l'eau chaude. Ce sont juste des mesures de bon sens. Et que le Gouvernement soit rassuré : la majorité des Français, depuis longtemps déjà, fait attention à sa consommation d'énergie.

Ceci étant, les élus communistes vont bien sûr voter ce vœu. Nous en partageons le contenu, notamment sur l'urgente nécessité par le Gouvernement d'étendre le bouclier tarifaire à toutes les collectivités et tous les organismes publics. Également parce que nous pointons, nous aussi, la dérégulation du marché comme responsable de la spéculation sur l'énergie. Une spéculation organisée par les profiteurs de crise, ces traders pour lesquels seuls prévalent les dizaines de milliards d'euros de profit à court terme et le versement indécent de dividendes record. Il faut taxer les profits pour alléger la facture de nos

concitoyens, mais aussi celle des collectivités et des entreprises. Surtout lorsque l'ARENH, l'Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique, permet à des opérateurs alternatifs, y compris les vendeurs d'électricité dite "verte", de se fournir en électricité nucléaire à des prix régulés moins chers que les coûts de production d'EDF et les revendre sur la bourse de l'énergie à prix d'or.

Au total, l'ARENH coûte 8 milliards par an à EDF, c'est-à-dire au contribuable français, sans que cela ne préoccupe un Gouvernement focalisé sur le déficit de la caisse des retraites, estimé à 3 milliards en 2023. Il faut donc sortir de ces mesures qui affaiblissent EDF et favorisent ses concurrents, parmi lesquels le géant russe Gazprom - un comble.

Enfin, il nous faut pousser plus loin et sortir du marché européen de l'énergie et revenir à un tarif régulé des ventes d'électricité garanti par l'État et tenant compte des coûts de production réels. Nous le savons bien : nous aurons besoin de produire plus d'électricité si l'on veut décarboner la production et sortir des énergies fossiles, car il y a urgence climatique. Il est donc urgent d'investir massivement dans un mix énergétique, dans la production d'électricité décarbonée, dans les énergies renouvelables, et pour notre part, nous considérons qu'il est grand temps de créer un grand pôle public de l'énergie 100 % public, avec des tarifs régulés, seul à même de faire payer aux usagers, aux collectivités, aux PME et TPE et aux grandes entreprises le juste prix.

Au-delà de cette transition énergétique planifiée, il est aussi bien entendu indispensable et urgent d'accélérer les investissements dans la rénovation thermique des bâtiments, dans l'électrification de nos moyens de transport, dans l'électrification de nos activités et notre économie.

Je vous remercie pour votre attention.